Envoyé en préfecture le 30/10/2026
Reçu en préfecture le 30/10/2026
Publié le
ID : 013-211300553-20261030-2026_04086_VDM-AR

VILLE DE MARSEILLE
www.marseille.fr

Le Maire

Arrêté N° 2026_04086_VDM

SDI 23/0937 - ARRÊTÉ DE MAINLEVÉE DE MISE EN SÉCURITÉ N°2025_02963_VDM
11 RUE PAVILLON / 11 BIS RUE SAINT FERRÉOL - 13001 MARSEILLE

Nous, Maire de Marseille,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L2131-1,

Vu les articles L511.1 et suivants ainsi que les articles L521.1 à L521.4 du Code de la construction et de l'habitation,

Vu les articles R511.1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation,

Vu l'article R556-1 du Code de justice administrative,

Vu l'arrêté n° 2026_01146_VDM du 15 avril 2026 portant délégation de fonctions à Madame Audrey GARINO, adjointe au Maire en charge du logement, de l'hébergement et de la lutte contre l'habitat indigne,

Vu l'arrêté de mise en sécurité n°2025_02963_VDM signé en date du 6 août 2025 prescrivant des mesures définitives permettant de mettre fin à tout danger dans l'immeuble sis 11 rue Pavillon / 11 bis rue Saint Ferréol – 13001 MARSEILLE 1ER,

Vu l'attestation de réparations des façades sur rues établie en date du 23 octobre 2026 par Monsieur XXXXXXX, architecte DPLG représentant la société XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX,

Vu le plan de repérage des reprises en façades dressé en date du 20 octobre 2026 par la société XXXXXXXXXXXXX,

Vu le rapport de visite dûment établi par les services de la Ville de Marseille en date du 27 octobre 2026, constatant la réalisation effective des travaux pérennes mettant fin durablement au danger dans l'immeuble sis 11 rue Pavillon / 11 bis rue Saint Ferréol – 13001 MARSEILLE 1ER,

Considérant l'immeuble sis 11 rue Pavillon / 11 bis rue Saint Ferréol – 13001 MARSEILLE 1ER , parcelle cadastrée section 803A, numéro 0020, quartier Noailles, pour une contenance cadastrale de 3 ares et 00 centiares,

Considérant que le représentant du syndicat des copropriétaires de l'immeuble est la société XXXXXXXXXXXXX, syndic domicilié XXXXXXXXXXXXXXXX,

Considérant que les travaux de second œuvre sont en cours de réalisation et qu'il est rappelé aux copropriétaires qu'avant toute nouvelle occupation, remise à disposition ou remise en location des locaux d'habitation, il devra être procédé à la réalisation préalable des travaux d'habitabilité rendus nécessaires, conformément à la réglementation en vigueur,

Envoyé en préfecture le 30/10/2026
Reçu en préfecture le 30/10/2026
Publié le
ID : 013-211300553-20261030-2026_04086_VDM-AR

Considérant qu'il ressort de l'attestation et du plan de repérage des reprises en façades sur rues établis par la société XXXXXXXXXXXXXXXXX, que les travaux de réparation pérennes ont bien été réalisés dans l'immeuble sis 11 rue Pavillon / 11 bis rue Saint Ferréol – 13001 MARSEILLE 1ER,

Considérant que la visite des services municipaux en date du 27 octobre 2026 a permis de constater la réalisation effective des travaux mettant fin à tout danger,

ARRÊTONS

Article 1 Il est pris acte de la réalisation des travaux de réparation définitive, attestée le 23 octobre 2026 par Monsieur XCXXXXX, architecte DPLG représentant la société XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX, dans l'immeuble sis 11 rue Pavillon / 11 bis rue Saint Ferréol – 13001 MARSEILLE 1ER, parcelle cadastrée section 803A, numéro 0020, quartier Noailles, pour une contenance cadastrale de 3 ares et 00 centiares appartenant, selon nos informations à ce jour au syndicat des copropriétaires représenté par son syndic en exercice, la société la société XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX,

La mainlevée de l'arrêté de mise en sécurité n°2025_02963_VDM signé en date du 6 août 2025 est prononcée et met fin à l'ensemble des arrêtés liés à ladite procédure.

Article 2 À compter de la notification du présent arrêté, l'immeuble peut à nouveau être utilisé. Les loyers ou indemnités d'occupation seront à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suivra la notification et/ou l'affichage du présent arrêté.

À compter de la notification du présent arrêté, la levée de l'interdiction d'habiter et d'occuper les lieux est également prononcée. Il est rappelé qu'**avant toute nouvelle occupation, remise à disposition ou remise en location des locaux d'habitation, il devra être procédé à la réalisation préalable des travaux d'habitabilité rendus nécessaires**, conformément à la réglementation en vigueur.

Article 3 Le présent arrêté sera notifié, sous pli contre signature ou par tout autre moyen conférant date certaine à la réception, au syndic de l'immeuble tel que mentionné à l'article 1 du présent arrêté.

Celui-ci le transmettra aux copropriétaires, aux ayants droit éventuels, **ainsi qu'aux occupants.**

Article 4 Le présent arrêté sera affiché en mairie de secteur et sur la porte de l'immeuble.

Article 5 Le présent arrêté sera transmis au Préfet du Département des Bouches-du Rhône, au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la Direction de la Voirie, au Bataillon des Marins Pompiers, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement, et au gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement du lieu de situation de l'immeuble.

Article 6 Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur

Envoyé en préfecture le 30/10/2026
Reçu en préfecture le 30/10/2026
Publié le
ID : 013-211300553-20261030-2026_04086_VDM-AR

Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux devant le Maire.

Le présent arrêté peut faire l'objet de recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Audrey GARINO

Madame l'Adjointe en charge du logement, de l'hébergement et de la lutte contre l'habitat indigne.

Signé le :

Audrey GARINO
adjointe au Maire en charge du logement, de l'hébergement, et de la lutte contre l'habitat indigne
30 oct. 2026